



ALLOCUTION DE MONSIEUR REGIS IMMONGAULT
MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ECONOMIE DE
LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DE LA
PROSPECTIVE

Forum Politique de haut niveau sur le développement
durable

« Ne pas faire de laissés pour compte »

Segment ministériel

New York, le 18 juillet 2016

Monsieur le Président,

Je suis très honoré de prendre la parole au nom de mon pays à ce Forum Politique de Haut Niveau sur le développement durable dont le thème est : « Ne laisser personne pour compte ».

Le Gabon s'associe aux déclarations du G-77 + la Chine et du Groupe Africain.

Cette importante réunion nous permet d'apprécier le niveau global de mise en œuvre des ODD, un an après leur adoption.

Ces assises nous offrent également une occasion de partager nos expériences en vue de proposer des solutions durables et des moyens concrets pour relever les défis liés aux contextes particuliers de nos différentes régions.

Monsieur le Président,

En adoptant le Programme pour l'après 2015 l'an dernier, nous avons pris unanimement l'engagement de ne laisser personne de côté.

L'occasion nous est donnée, aujourd'hui, de réaffirmer nos engagements envers nos peuples, particulièrement les couches les plus vulnérables.

Monsieur le Président,

Mon pays s'est résolument engagé à mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030.

Tirant les enseignements de la mise en œuvre des OMD, nous avons engagé des réformes pour doter le pays d'un instrument législatif essentiel à la mise en œuvre du développement durable au Gabon.

C'est ainsi que le Parlement gabonais a adopté en 2014, une loi d'orientation sur le développement durable dont les principes rejoignent les objectifs de développement durables et ceux de l'agenda 2063 de l'union Africaine.

Le processus d'adoption de cette loi a vu l'implication de tous les acteurs de notre société dans le cadre d'un débat constructif qui s'est déroulé au parlement.

Afin de mettre en œuvre cette loi, mon pays a confié au Ministère en charge de l'Économie et donc, de la planification du développement, le mandat d'intégrer les ODD dans les processus de planification.

Monsieur le Président,

C'est dans ce contexte que mon pays a organisé les 7 et 8 juillet derniers, avec le concours du PNUD, le premier Atelier national d'appropriation et de mise en œuvre des Agendas 2030 des Nations Unies, 2063 de l'Union Africaine ainsi que de l'Accord de Paris.

Cet atelier qui a vu la participation des organisations de la société civile, des parlementaires, d'universitaires, des Représentants des collectivités locales et des administrations publiques et privées, avait pour objectif principal d'examiner les modalités pratiques d'intégration du Programme de développement post-2015 dans les politiques publiques.

La tenue de ces travaux a également permis de révéler les principaux défis liés à la mise en œuvre des ODD, notamment la question du financement qui doit être à nouveau discutée, la question des données et des statistiques qui doit nous permettre de mesurer les progrès accomplis et la question du transfert de technologies, essentielle notamment dans la lutte contre la pauvreté.

La feuille de route qui en est résulté intègre la mise en place d'un groupe de travail chargé du suivi de la mise en œuvre des ODD, comprenant aussi bien des représentants du monde universitaire, de la société civile, des communautés locales, du secteur privé que du Gouvernement.

Monsieur le Président,

Résolument engagé à ne laisser personne de côté, mon pays a entrepris des réformes structurelles essentielles portées par la diversification des sources de croissances de son économie. C'est parce que nous aurons réussi cette mutation que nous serons en capacité d'assurer la durabilité de notre développement.

Ainsi, le Gouvernement de mon pays mène d'importantes réformes en vue de permettre à tous les citoyens, quelle que soit leur condition sociale, de disposer d'une assurance maladie universelle, de permettre aux veuves et aux orphelins de bénéficier d'une réelle protection sociale et juridique, en bref, de favoriser l'égalité des chances dans chaque strate de la société pour que personne ne soit mis à l'écart.

Je vous remercie.